

Osez le Féminisme!

<http://www.osezlefeminisme.fr> - n°4 - janvier 2010

Edito

**2010 :
UNE ANNEE
RESOLUMENT
FEMINISTE !**

Le premier ministre l'a annoncé : les violences faites aux femmes seront « grande cause nationale » de l'année 2010. Cette annonce est la conséquence des récentes mobilisations féministes - notamment de celles de l'année 2009 : manifestation du 17 octobre, rassemblements contre les violences, défenses des centres d'avortement menacés. La question des droits des femmes avance dans les esprits et les 40 ans du MLF

que nous fêterons cette année vont permettre d'accentuer la tendance. Cela ne suffit malheureusement pas pour que l'égalité avance dans la réalité.

Nous avons choisi de nous pencher ce mois-ci sur la situation des femmes en politique. Pourquoi la politique ? D'abord parce qu'elle est l'expression cruelle de ce que nous sommes restés : une société qui laisse les femmes à l'écart de la vie publique. Malgré toutes les avancées gagnées au XXème siècle par les mobilisations féministes, nous n'avons pas de quoi être fiers de nos 18,5% de femmes députées. Aussi parce qu'elle est un lieu où s'expriment avec dureté les rapports de domination des hommes sur les femmes. Un vaste terrain d'observation et de travail.

En vous souhaitant bonne lecture, nous appelons de nos vœux une année 2010 aux couleurs des droits des femmes et de l'égalité. Cela dépend aussi de chacune et de chacun de nous : abonnez-vous et engagez-vous !

Agenda féministe

Nous fêterons en 2010 les **40 ans du Mouvement de Libération des Femmes**. Nées à la suite des événements de mai 68, les nombreuses mobilisations féministes des années 70 ont permis d'obtenir le droit des femmes à disposer de leur corps. Elles ont également participé à la profonde remise en cause des rapports de domination qui existent entre les hommes et les femmes.

Les 40 ans seront l'occasion de se rencontrer, d'échanger et, pour Osez le féminisme notamment, de construire des perspectives de mobilisation pour les années qui viennent.

Pour en savoir plus :

>> rendez-vous sur le site de Re-Belles : <http://www.re-belles.over-blog.org>

>> Pour vous mettre en appétit, lisez « **MLF, Textes premiers** », ouvrage collectif qui vient de paraître aux éditions Stock

La bonne résolution en 2010 : s'abonner à la version papier d'OLF



En vous abonnant à Osez le féminisme, **vous le recevez dès sa sortie dans votre boîte aux lettres** en version papier. L'abonnement permet également **d'aider le réseau féministe** à diffuser le journal et à préparer les mobilisations féministes à venir.

A partir de 15€

Téléchargez le bulletin d'abonnement sur www.osezlefeminisme.fr

Qui sommes nous ?

Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité, nous nous rassemblons, femmes et hommes, militantes et militants aux expériences diverses, pour prendre part au combat féministe. Violences, discriminations, dominations, oppressions, nous en avons assez. Nous affirmons les valeurs universelles portées par le féminisme, combat progressiste pour l'égalité et la laïcité.

Contacts

contact@osezlefeminisme.fr
www.osezlefeminisme.fr

Retrouvez-nous sur Facebook :
<http://www.facebook.com/home.php#/pages/Osez-le-feminisme-/104412054509?ref=ts>



L'enquête qui fait « tâche »

L'INED a récemment publié une enquête sur la répartition des tâches ménagères au sein des couples, notamment après l'arrivée d'un enfant. Sa conclusion est sans appel : "L'arrivée d'un enfant accentue le déséquilibre du partage des tâches domestiques entre hommes et femmes". Une inégalité en lien direct avec le décrochage professionnel des femmes après une naissance. Qu'il soit choisi ou subi, ce décrochage accentue la tendance qui voit les femmes assurer l'essentiel des tâches quotidiennes. Une situation qui pèse lourd : les femmes qui assurent presque tout le travail ménager sont celles qui se disent le moins satisfaites de leur vie familiale, phénomène qui croît avec le nombre d'enfants. L'égalité devant le fer à repasser est loin d'être gagnée. Plus d'info sur www.ined.fr

Camille Miclot

« Je hais les féministes »

"Vous êtes des femmes, vous allez devenir ingénieures. Vous n'êtes toutes qu'un tas de féministes, je hais les féministes." Voilà ce que Marc Lépine a lancé à 14 étudiantes de Polytechnique Montréal le 6 décembre 1989, avant de les abattre. La tuerie de Polytechnique se distingue d'autres massacres par son caractère misogyne. En visant des étudiantes ingénieures, symboles d'émancipation, il a ouvert les vannes au courant masculiniste, dont certains membres n'hésitent pas à qualifier le féminisme de « crime contre l'humanité ». Vingt ans après, rappelons-leur et rappelons-nous que : « le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours » (Benoîte Groult).



Patricia Perennes

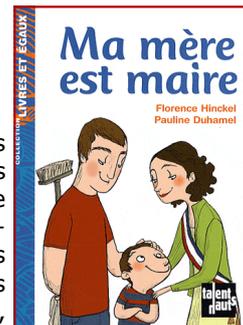
Idée cadeau

Livres et égaux !

Le prince part chasser le dragon tandis que la princesse l'attend enfermée dans sa tour... Parce que c'est dès l'enfance que se forment les stéréotypes, on applaudit la maison d'édition « Talents Hauts » et ses collections pour enfants antisexistes. Ainsi, dans « Barbivore », un petit garçon joue à la poupée sans complexes, tandis qu'« Inès la pirate » mène son équipage sur les mers... Les parents aussi sortent des rôles traditionnels, comme dans « Ma mère est maire », où papa est au foyer ! Albums pour les petits ou romans pour les plus grands (jusqu'au CE2), enfin de quoi lire drôle et intelligent.

Ada Mercier

Pour en savoir plus : <http://www.talentshauts.fr>



« Les nouveaux pères, ces héros ! »

Cela fait au moins trente ans qu'on nous annonce en grande pompe que les nouveaux pères sont arrivés. Un peu comme on fête chaque année le beaujolais nouveau. On ne cesse de s'extasier sur ces pères « nouveau cru », qui poussent des poussettes, lisent des livres et biberonnent des bébés. C'est merveilleux : des Jude et des Brad en multiples exemplaires.

Pourtant, loin de cet imaginaire collectif relayé par les journaux féminins et masculins, la réalité est plus dure. 80% des tâches ménagères sont assumées par les femmes. Et si 20% des pères se déclarent prêts à prendre un congé parental, ils ne sont que 3 % à le faire réellement. En réalité, c'est donc sympa de pouponner ou faire du vélo mais au final, qui a l'ouïe bizarrement assez fine pour entendre les enfants pleurer la nuit ? Qui pose une journée pour s'occuper de Zoé, bronchiolite déclarée ? Qui étend les 250 bodies de Gaspard (et 3 lessives en retard) ? Qui a des post-it « to do » (pas tout doux) plein la tête pour gérer la logistique domestique ? Qui aménage ses horaires de travail pour rentrer donner le bain ? 8 fois sur 10, ce sont les femmes. Et quand, 2 fois sur 10, c'est votre tour, messieurs, c'est l'extase. Si, si, rappelez-vous, la dernière fois que vous avez fait une quiche. C'était merveilleux.

Certes, certaines tâches sont aujourd'hui volontiers effectuées par les hommes, chose inimaginable il y a 50 ans. Les choses progressent donc. Doucement. Mais si la répartition équitable des tâches ménagères pouvait devenir un peu plus rapidement un réflexe pour chacune et chacun, ça ne serait pas « mâle »...

Julie Muret

A lire : *Pas si super, ces nouveaux pères ?* par D. Werner, in *Elle*, 23/10/09



Un pass contraception

Le Pass contraception a été lancé par la région Poitou-Charentes. Distribué par les infirmeries des lycées, il permet de consulter un médecin et d'acheter un contraceptif gratuitement. Son objectif : donner les outils aux jeunes filles pour maîtriser et choisir leur contraception, et éviter ainsi les grossesses non désirées. Point positif de cette initiative : permettre de poser la question de la contraception dans le débat public et politique. Le pass s'avère par ailleurs particulièrement utile en milieu rural où l'accès aux centres de planification est parfois difficile à cause de leur éloignement. L'Etat devrait prendre en charge sa mise en place au niveau national. Il pourrait s'appuyer pour ceci sur les structures existantes, comme les plannings familiaux, qui manquent à l'heure actuelle cruellement de moyens pour mener à bien leur mission.

Nataly Breda, OLF Toulouse



CONTRE LES VIOLENCES : MAINTENANT, DES ACTES !



Le 25 novembre dernier avait lieu la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, comme chaque année depuis 1999. Cette année a été l'occasion de nombreuses prises de positions et d'annonces du gouvernement.

Une mobilisation ancienne, qui commence à payer

La question des violences faites aux femmes occupe une place importante dans le combat féministe. Après la loi de 1979 sur l'avortement, des mobilisations d'ampleur ont par exemple eu lieu pour dénoncer le viol. Récemment, le Collectif National pour les Droits des Femmes (CNDF) a travaillé sur un projet de loi-cadre contre les violences. Une loi-cadre permet de rassembler tous les dispositifs existants (prévention comme répression) et de leur donner une cohérence. Cette loi s'inspire en partie de celle qui a été adoptée en Espagne. En 2007, le CNDF lance une pétition pour soutenir cette idée. Les milliers de signatures poussent le gouvernement à nommer une mission parlementaire pour dresser l'état des politiques menées dans ce domaine et faire des propositions. En juillet 2009, la mission rend un rapport qui débouche le 25 novembre sur un

« C'est à la racine du problème qu'il faut s'attaquer »

projet de loi proposé par les députés. Ce texte prévoit notamment la création d'une ordonnance de protection des victimes pour protéger en urgence les personnes menacées. Cette ordonnance interviendrait dès le danger signalé, avant même le dépôt d'une plainte. Le mariage forcé deviendrait un délit et les procédures d'éviction du conjoint violent seraient étendues aux couples pacsés et concubins. Le texte évoque également la création d'un observatoire national des violences faites aux femmes.

Et pendant ce temps là, au gouvernement

Téléphones portables d'urgence pour les femmes victimes de violence, bracelets électroniques pour les conjoints violents, durcissement des peines pour les auteurs de violence : la communication gouvernementale a marché à plein régime le 25 novembre dernier. Deux choses fondamentales ont pourtant manqué : l'annonce de moyens financiers permettant de

s'attaquer réellement au problème et la volonté de légiférer. Pas un mot n'a été dit sur le projet rédigé par les parlementaires, qui n'est à ce jour ni examiné, ni inscrit à l'agenda parlementaire.

Communiquer, notamment en choisissant de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes la grande cause nationale de l'année 2010, c'est bien. Cela impliquera de débloquer des moyens pour ouvrir des centres d'accueil, pour prévenir et pour gérer les situation de violences. Il faudra surtout investir massivement dans l'éducation. En effet, si l'on veut en finir avec ce fléau, c'est à la racine du problème qu'il faut s'attaquer. Et c'est bien là le hic. En matière d'inégalités femmes hommes, les racines sont très profondes. Les violences en sont l'aspect le plus insoutenable mais elles sont en réalité l'expression d'une différence globale de traitement entre les femmes et les hommes dans notre société.

A nous donc d'obtenir que le projet de loi devienne une réalité et qu'il soit appliqué. Au cas où ça n'aurait pas encore sauté aux yeux de nos hommes et femmes politiques, il y a urgence.

Carole
Chotil-Rosa



CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : UNE LOI-CADRE !

Ouvrage collectif du CNDF

Afin de lutter contre les violences faites aux femmes, les organisations féministes réunies au sein du Collectif National pour les Droits des Femmes demandent l'adoption d'une loi-cadre prônant une approche globale de lutte contre toutes les formes de violence commises à l'égard des femmes. Cette loi-cadre définit les grands principes d'une réforme ambitieuse : elle donne ainsi des outils permettant de sanctionner les auteurs, protéger les victimes, éduquer à l'égalité.

Cette loi a été publiée en 2006 aux éditions Syllepse en format poche.

L'ÉGALITÉ EN POLITIQUE : MISSION IMPOSSIBLE ?

Poser en 2010 la question de la place des femmes en politique peut paraître incongru. La citoyenneté des femmes et leur investissement dans l'espace public est un acquis qu'aucune personne censée ne remet en cause. Pourtant, avec 18,5% de femmes députées ou 13% de femmes maires, la France est encore sacrément à la traîne : elle n'occupe que la 58ème place mondiale en matière d'égalité femmes / hommes en politique. Plus de 60 ans après le droit de vote des femmes, pourquoi est-ce encore si difficile ? Osez le féminisme a mené l'enquête.



Depuis la Révolution Française et Olympe de Gouge, les militantes féministes ont toujours lutté pour un égal accès aux responsabilités politiques. Non pas parce qu'elles considéraient que les femmes allaient apporter une autre manière de faire de la politique mais parce que la façon dont on organise la sphère publique est un reflet de la façon dont on organise l'ensemble de la société. L'absence des femmes de cette sphère publique est un symbole très fort du retard pris par nos sociétés en matière d'égalité femmes hommes. Se battre pour l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités est donc aussi un moyen de faire évoluer les mentalités et la réalité en matière de droits des femmes.

Sphère publique versus sphère privée ou comment laisser les femmes à l'écart de la décision politique

Depuis que l'être humain s'organise collectivement, de manière

démocratique ou non, les femmes ont été exclues du processus de décision publique. La place des femmes a longtemps été restreinte à la sphère domestique : leur rôle était de prendre soin du foyer et, par extension, des personnes qui l'occupaient (enfants, personnes âgées, conjoint). Malgré les récentes mobilisations et les avancées nombreuses en matière de droits des femmes, ces dernières peinent encore à s'affranchir complètement des rôles sociaux qui leur sont attribués. La pression sociale qui pèse sur elles pour assumer à la fois maternité, tâches ménagères et vie professionnelle est très forte.

Cette absence de la vie publique est aussi la conséquence de différences liées à l'éducation dès le plus jeune âge. L'orientation scolaire et professionnelle en est un indicateur fort. Ecole symbole de la prise de décision publique, l'ENA compte, dans sa promotion 2009-2011, 30 femmes et 51 hommes. L'intérêt pour les

sphères politiques suppose de développer son esprit critique, sa confiance en soi et sa capacité à intervenir en public. Ces compétences, peu enseignées à l'école, relèvent plus de l'apprentissage personnel, notamment par un mécanisme de mimétisme. Or, on trouve peu de modèles féminins en politique. Ainsi, les femmes se disent parfois rebutées par un milieu construit par et pour les hommes.

Même quand les femmes prennent des responsabilités, la répartition des délégations ou des commissions dans les assemblées politiques demeure sexuée. Aux hommes, on attribue généralement les places de premier choix : finances, urbanisme, développement économique ; aux femmes, on donne plutôt les responsabilités considérées comme secondaires : la petite enfance, les personnes âgées, la vie associative et la démocratie participative.

L'idée selon laquelle les qualités féminines (« humanité », « sens de la réalité », « souci du détail ») seraient complémentaires des qualités masculines, transforme leur ancrage dans la sphère privée en une ressource politique.

L'observation des comportements et l'accès progressif des femmes aux fonctions les plus importantes au sein des institutions politiques invalident pourtant l'hypothèse d'une « autre manière de faire ». Garantir un égal accès à la gestion des affaires publiques passera donc par la remise en cause de ces préjugés.

Des partis politiques qui reproduisent, en interne, les inégalités

On observe que les femmes constituent un vivier militant important dans les partis politiques. A la base en tout cas. Mais lorsqu'il s'agit de l'accès aux responsabilités, ces derniers sont encore trop nombreux à privilégier les candidatures masculines et préfèrent souvent payer des amendes que d'instaurer la parité. Lorsqu'ils respectent la loi, c'est souvent en désignant des candidates dans des circonscriptions difficilement gagnables. L'accès à un poste exécutif est lui encore verrouillé : si 47,6% des conseillers régionaux sont des femmes, 24 présidents de Région sur 26 sont aujourd'hui des hommes. Les élections régionales 2010 ne vont vraisemblablement pas beaucoup changer la donne. Preuve s'il en est que la parité, ce « mal nécessaire », ne résout pas tout. Certes, elle a permis de faire évoluer les mentalités - on peut aujourd'hui avoir une femme candidate à la présidence - et la réalité - beaucoup plus de femmes prennent des responsabilités. Toutefois, pour qu'une réelle égalité voie le jour, il faut non seulement faire respecter la loi mais engager, ou renforcer, un travail à l'intérieur des organisations politiques pour convaincre militants et dirigeants de l'importance que les femmes et les hommes aient un accès égal aux responsabilités. En effet, comment peuvent-ils construire un

projet politique - d'autant plus s'il s'agit d'un projet progressiste - pour l'ensemble de la société s'ils ne sont pas déjà capables de le mettre en œuvre dans leurs propres rangs ?

Les femmes, des « animaux politiques » pas encore comme les autres

Les femmes occupent donc encore une place particulière - comprendre inférieure - dans la vie politique. D'ailleurs, lorsqu'une femme s'engage dans la vie publique, on pense d'abord à elle en tant que femme plutôt qu'en tant que personnalité politique de gauche ou de droite. L'élection présidentielle de 2007 a été en cela révélatrice.

Pour combattre cet état de fait, il est nécessaire de faire suffisamment de place aux femmes pour qu'elles ne soient plus des ovnis dans le monde politique et que leur présence devienne un fait banal. Plusieurs

pistes sont possibles : l'interdiction effective du cumul des mandats, qui favoriserait un réel renouvellement des personnalités politiques, pourrait être une première mesure. D'autres idées qui viennent des pays nordiques : réorganiser l'engagement politique de manière à permettre à chacun et chacune d'assumer leurs rôles de parents notamment en développant les services publics de la petite enfance.

C'est enfin dans les têtes des femmes qu'il faut faire changer la donne. Ces dernières sont en effet, tout comme les hommes ou comme les organisations dans lesquelles ils ou elles militent, marquées par des millénaires de répartition sexuée des rôles. Pour lever ce carcan, il faut le dire et le redire : l'engagement politique, au delà d'être passionnant, est un important facteur d'émancipation individuelle. Alors les femmes, au boulot !

Camille Kervran

Messieurs, nous vous écoutons... Mesdames, vous écoutez !



Sans rire, et sans caricaturer, on pourrait presque décrire ainsi la répartition des rôles dans les réunions. Qu'elles soient associatives ou politiques, publiques ou bien privées, les réunions sont là où commence l'effacement des femmes de la sphère publique. Elles constituent donc un objet d'observation fondamental pour comprendre la situation des femmes aujourd'hui. En réunion - faites l'expérience, vous serez très surpris - les femmes prennent en général moins la parole, moins longtemps, généralement plus pour poser des questions que pour donner un avis et régulièrement, le niveau d'écoute dans l'assemblée baisse lors de leur intervention.

Pourquoi cette mise à l'écart ? « Elles n'ont qu'à intervenir si elles veulent, rien ne les en empêche ! ». Rien, en effet, ou presque : « juste » quelques constructions sociales qui se reproduisent depuis des millénaires et qui laissent aux hommes la gestion de la sphère publique tandis que les femmes sont reléguées à la sphère privée. Beaucoup d'entre nous ont - souvent inconsciemment - intériorisé les « rôles » attribués aux femmes : mère, conjointe, femme d'intérieur. Ces rôles et les stéréotypes qui les accompagnent s'accordent peu avec la prise de parole en public, l'envie de convaincre ou d'exercer des responsabilités.

A nous, femmes et hommes, de prendre conscience que ces carcans existent pour les interroger et nous en débarrasser. Les hommes, souvent à la place de l'animateur, en faisant attention à ce que tout le monde prenne la parole et les femmes, qui s'autocensurent régulièrement, en n'hésitant jamais à donner leur avis. C'est notamment de cette manière que nous atteindrons la parité : en permettant aux femmes d'occuper l'espace, donc de progresser et de prendre des responsabilités.

Linda Ramoul

>> Pour celles que cela intéresse, Osez le féminisme organise des formations à la prise de parole en public et à l'animation de réunion. Contactez-nous !



RÉFORME DES COLLECTIVITÉS : LES FEMMES VONT PASSER A LA TRAPPE !



"L'admission des femmes à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation." Stendhal

Si les femmes sont électrices et éligibles depuis 1946, leur éligibilité n'est pas encore pleinement acquise à ce jour, du moins dans les faits. Il y avait 5,6 % de députées dans l'Assemblée constituante élue le 21 octobre 1945 et 6,1 % après les élections législatives de 1993. Partant de ce constat d'une très lente progression de la place des femmes dans des fonctions d'élues, la France a été le premier pays au monde à se doter d'une loi favorisant la parité en politique. Pour mémoire, celle-ci contraint les

partis politiques à présenter un nombre égal d'hommes et de femmes lors des scrutins de liste et prévoit une sanction financière des partis qui ne respecteront pas ce principe de parité.

Depuis, la proportion de femmes est passée, dans les conseils régionaux, de 27,5% en 1998 à 47,6% en 2004. À l'Assemblée Nationale, elle est passée de 11,0% en 1997 à 18,5% en 2007. La féminisation est plus importante à gauche (26,6%), qu'à droite (13,2%). Si cette progression n'est pas négligeable, l'observatoire de la parité rappelle en 2007 qu'à l'échelle internationale la France ne se hisse qu'à la 58^{ème} place, entre le Nicaragua et la

Guinée équatoriale. A ce rythme, on atteindra l'égalité dans l'hémicycle en 2037, soit quasiment un siècle après le droit de vote des femmes.

Alors qu'il faudrait encourager la parité en permettant aux femmes de s'investir dans la sphère publique (éducation au partage des tâches ménagères dès l'enfance, ouverture de crèches, organisation différente du temps de travail...), la réforme des collectivités territoriales va au contraire la faire sacrément reculer. En effet, ce projet prévoit l'élection d'une grande partie des conseillers territoriaux au scrutin uninominal majoritaire à un tour au lieu du scrutin de liste (à la proportionnelle) qui existe aujourd'hui. Il n'y a qu'à voir le résultat à l'Assemblée Nationale : 18,5% de femmes (scrutin uninominal) contre 47,6% dans les conseils régionaux (scrutin de liste). Dans un scrutin uninominal, les partis ont tendance à placer les hommes en titulaires et les femmes en suppléantes dans les circonscriptions gagnables et l'inverse dans celles acquises à l'autre camp politique...

La mobilisation s'organise autour de cette question : vous pouvez signer les pétitions lancées sur internet.

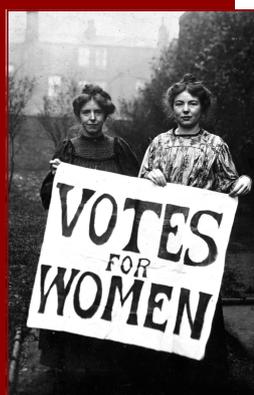
Noémie Oswalt

>> <http://www.lapetition.be/en-ligne/petition-5677.html>

>> http://egalitee.fr/petition_200911.php

Au début du XX^{ème} siècle, mobilisées pour le droit de vote

L'obtention du droit de vote des femmes, première étape de la reconnaissance du droit à la participation des femmes à la vie politique, a été le fer de lance d'un mouvement lancé en 1903 au Royaume-Uni. C'est à cette date qu'Emmeline Pankhurst fonda l'Union sociale et politique féminine (WSPU) à l'aide de ses deux filles et d'un groupe de femmes britanniques. Celles-ci, toujours plus nombreuses et rapidement nommées les suffragettes vont lutter pour obtenir l'égalité effective entre les femmes et les hommes. Très vite, elles envahissent les meetings électoraux afin d'exprimer leurs revendications. Malgré les interdictions, elles organisent réunions et rassemblements : plusieurs d'entre elles séjournèrent en prison. Devant la sourde oreille du gouvernement, le mouvement se radicalise : certaines manifestations sont le théâtre de violences importantes. Les femmes anglaises obtiennent le droit de vote au lendemain de la seconde guerre mondiale mais ne deviennent éligibles qu'en 1928. Leur combat sera suivi par d'autres de même nature dans plusieurs pays et leur détermination servira de modèle à de nombreuses féministes.



Sonia Blondeau

Sources / Bibliographie

- [Élections législatives 2007 : les petits pas de la parité.](#) Note de synthèse. Observatoire de la parité, 25 juin 2007.
- [Guide « Les Modes de Scrutin et la Parité entre les Femmes et les Hommes ».](#) Observatoire de la parité, janvier 2009.
- [Dossier sur la Citoyenneté politique des femmes.](#) Assemblée nationale, le 25 novembre 2009
- *Femmes et politique*, de Catherine Achin et Sandrine Lévêque, éditions la Découverte, 2006, 122 p

Interviews exclusives

Pour la première fois de l'histoire de la République, trois femmes dirigent aujourd'hui les principaux partis de gauche. Au delà des qualités de chacune qui leur permettent d'exercer de telles responsabilités dans un monde encore profondément imprégné par le sexisme ordinaire, cette situation montre sans conteste que nous avons avancé en matière d'égalité femmes hommes dans notre société (même si cela reste insuffisant). Cela n'aurait peut-être pas été aussi évident si ces partis avaient été au pouvoir et non dans l'opposition. Allez savoir... Quoiqu'il en soit, la situation est assez exceptionnelle. Osez le féminisme a donc choisi de les interroger sur leur conception du féminisme et l'engagement féministe de leurs partis.



**Martine Aubry,
Première Secrétaire
du Parti Socialiste**

>> OLF : « Féminisme et socialisme : quel est le rapport ? »

Le féminisme a toujours accompagné le socialisme. Cette histoire commune est marquée au 20^{ème} siècle par de grandes avancées, depuis les premières femmes ministres du Front Populaire jusqu'à la parité votée sous le gouvernement de Lionel Jospin, en passant par les différentes lois portées par Yvette Roudy pour l'égalité professionnelle ou le remboursement de l'IVG par exemple. Être socialiste, c'est être féministe, les militants l'ont gravé dans le marbre de la nouvelle déclaration de principe du PS en 2008. C'est un combat que j'ai toujours porté.

>> OLF : « Quelles seraient les mesures à prendre par un gouvernement qui se dirait féministe pour faire changer réellement la situation ? »

Dans une société en crise comme la nôtre, ce sont souvent les femmes qui sont les premières licenciées, précarisées et nous savons que leurs droits propres sont toujours remis en cause. Un gouvernement de gauche défendra en premier lieu l'égalité, l'autonomie, la mixité et l'émancipation. La priorité sera donnée à l'éducation et à la prévention des discriminations ainsi qu'au renforcement de la lutte contre les violences faites aux femmes. Nous développerons les services collectifs d'aide à la petite enfance et aux personnes âgées. Ces tâches sont encore principalement prises en charge par les femmes qui subissent ainsi majoritairement les emplois à temps partiel et précaires.



**Marie-George Buffet,
Secrétaire Nationale
du Parti Communiste
Français**

>> OLF : « Féminisme et communisme : quel est le rapport ? »

Le rapport, c'est l'émancipation humaine. Le féminisme est en effet pour moi un instrument de libération pour les femmes. Pour combattre les dominations ancestrales à l'œuvre dans notre société profondément imprégnée du patriarcat, pour subvertir tout ce qui aliène leur personne, pour agir pour l'égalité des genres, faire de la liberté et la démocratie les moteurs de la société, c'est pour moi aujourd'hui le communisme. Peut-on le concevoir sans féminisme ?

>> OLF : « Votre investissement récent en faveur d'une proposition de loi contre les violences a-t-il payé ? »

Oui. Voilà des années que nous agissons avec les associations féministes et organisations du CNDF pour une loi cadre contre les violences. Nos groupes du Sénat et de l'Assemblée Nationale l'ont déposée. Le président de l'Assemblée a mis en place une mission parlementaire sur le sujet l'an dernier qui débouchait le 25 novembre par une proposition de loi. Une commission spéciale vient d'être créée pour l'examiner. C'est un premier succès à mettre à l'actif de nos luttes, de l'action conjointe des féministes et d'un parti comme le notre. Un premier pas qui en appelle d'autres. Ce n'est qu'un début, continuons...



**Cécile Duflot,
Secrétaire Nationale
des Verts**

>> OLF : « Féminisme et écologie : quel est le rapport ? »

Le féminisme et l'écologie ont en commun d'interroger le fonctionnement de nos sociétés, de le remettre en question et de proposer un nouveau modèle, qui place les femmes et les hommes sur un pied d'égalité. Nous sommes convaincus que notre projet de société écologique ne peut voir le jour sans la contribution égalitaire des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la vie politique, sociale, économique et culturelle. Cette contribution suppose la participation des femmes à la prise de décision et le partage du pouvoir.

>> OLF : « Est-ce que le féminisme est une bataille que vous menez aussi au sein de votre parti politique ? »

Dans une société où les femmes sont encore massivement exclues des lieux de décision, il importe de s'assurer de leur juste représentation bien en amont. C'est pourquoi Les Verts, dès leur fondation, ont inscrit la parité dans leurs statuts ce qui a pour effet une sur-représentation des femmes dans les instances de décision par rapport aux autres partis politiques. Cette démarche volontariste a porté ses fruits puisque nous avons par exemple autant de femmes que d'hommes parmi nos élu-e-s aux Parlements européen et français confondus.

Propos recueillis par Caroline De Haas

Du côté du planning

LE PLANNING FAMILIAL DES BOUCHES DU RHONE SE MOBILISE - THEÂTRE FORUM

L'objectif du Théâtre Forum, issu du Théâtre de l'Opprimé (créé en 1970) est de faire émerger la parole de groupes minoritaires ou marginalisés, victimes de différentes oppressions. Il s'agit d'une technique théâtrale qui permet aux spectateurs de devenir les protagonistes, d'être des *spect'acteurs*.

Depuis plus de dix ans, le Planning Familial des Bouches du Rhône utilise cet outil afin de sensibiliser les jeunes aux inégalités femmes hommes dans les établissements scolaires et auprès d'adultes. L'objectif est d'interroger les rapports filles-garçons en questionnant les assignations de genre et leur incidence dans les comportements à risques en matière de sexualité.

Sur scène, la troupe du Planning Familial propose une petite pièce de 15 minutes avec différentes saynètes mettant en scène des personnages

en situation de rapports de domination. Le public est ensuite invité à réagir : c'est la partie « forum ». La scène est rejouée par que le public puisse s'exprimer et interrompre la scène quand il le souhaite afin d'en changer l'issue en venant prendre la place des protagonistes pour exprimer un autre point de vue. Cette place particulière proposée aux *spect'acteurs* permet d'expérimenter la complexité des situations mettant en jeu l'oppression. Si besoin, une conseillère est présente dans la salle pour compléter les informations. La méthode favorise le développement et la capacité d'expression de tous. Elle offre des outils pour exprimer sa propre volonté, agir sur les conflits, changer la fatalité des choses : « Essayons sur scène ce que nous devons défendre dans la vie ! ». Il ne s'agit ni d'apporter un message tout

ficelé, ni de trouver une bonne réponse, mais d'explorer, de questionner, d'expérimenter, de découvrir et de comprendre ensemble. C'est en cela un formidable outil d'éducation populaire.

A raison d'une quinzaine de représentations par mois, le Planning Familial 13 connaît un véritable succès par ses interventions. Les sollicitations ne cessent de croître, espérons que cette initiative puisse se développer dans d'autres départements...

Article réalisé par Aude Lemoussu avec l'aide du planning 13.

Pour en savoir plus : <http://www.cg13.fr/tele-du-cg13/film/gadji-gadjo-theatre-forum.html>



Chroniques du sexisme ordinaire

LES MILITANTES D'OSEZ LE FEMINISME PRENNENT 6 BONNES RESOLUTIONS POUR L'ANNÉE 2010

1. « La prochaine fois que mon mec met ses chaussettes en boule dans le sac à linge sale, je ne me contente plus de lui expliquer pour la énième fois que les chaussettes entortillées, ça se lave mal. Je lui impose l'alternance dans la gestion des lessives. » **Sonia**

2. « Quand mon patron me fait une remarque sur mon décolleté, j'arrête de faire semblant de rigoler par peur pour mon avancement. Je lui rétorque qu'il devrait relire son Code du travail et notamment la partie

relative au harcèlement sexuel. »

Fatima

3. « Je prends la parole. J'investis l'espace public. J'existe. » **Camille**

4. « Je vérifie bien que les jouets que j'achète n'enferment pas les enfants dans des rôles sociaux prédéfinis. Ce n'est pas parce que j'ai adoré ma poupée Corolle et que j'étais secrètement amoureuse de Ken que je dois imposer un Rambo à mon filleul et un mini-aspirateur à ma petite cousine. D'ailleurs, depuis quand l'aspirateur est un jeu ? » **Carole**

5. « J'assume le fait d'être féministe. Ce n'est ni une idée dépassée, ni anti-meecs. C'est juste vouloir transformer la société pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes. J'assume aussi de bien aimer les féministes des années 70. Elles ont lutté pour tous les droits que les femmes ont aujourd'hui, et elles sont plus funs que Tatie qui n'est (presque) jamais sortie de sa cuisine. » **Thalia**

6. « Je parle d'OLF autour de moi et propose de s'abonner au journal (bulletin en ligne sur le site). Beaucoup de féministes s'ignorent et on est surpris d'en découvrir autour de soi lorsqu'on aborde le sujet » **Julie**

Article réalisé par **Thalia Breton**

Pour retrouver nos bonnes résolutions et nous faire partager la vôtre, rendez-vous sur notre site internet !

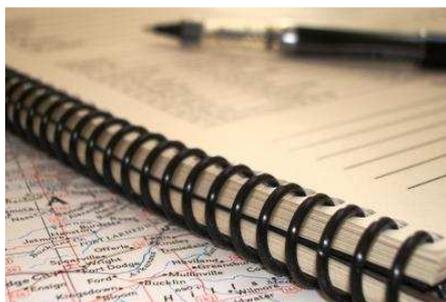
Comité de rédaction : les militantes et tous les militants ayant participé aux réunions du réseau.

Merci à **Mila Jedy** pour le logo !

Moyen de diffusion : par internet.

Abonnement : bulletin à télécharger sur le site, à partir de 15€

Reproduction : autorisée en citant la source (journal « Osez le féminisme ! ») et en indiquant le lien vers le site osezlefeminisme.fr



Vous souhaitez recevoir le journal, participez à sa rédaction ou à sa diffusion ?

CONTACTEZ-NOUS !

**Envoyez vos coordonnées à contact@osezlefeminisme.fr
www.osezlefeminisme.fr**